

responsable de la Commission canadienne du blé déclarer que les associations agricoles s'étaient réunis sans réussir à jeter les bases d'une politique qui satisfasse l'ensemble du Canada.

Toutes ces positions contradictoires au sein des partis laisseraient entendre qu'il n'y a encore qu'un seul parti canadien qui ait une envergure nationale et qui ait quelque espoir de résoudre ce problème pour l'Est et l'Ouest. Je soutiens qu'au caucus du parti conservateur, les députés sont en mesure d'étudier sérieusement les problèmes et de les résoudre.

Une voix: Qu'est-ce que vous avez obtenu, au Nouveau-Brunswick?

M. McCain: Nous nous en tirons un peu mieux au Nouveau-Brunswick que vous ne le faites. Or, la situation est très grave. Les associations agricoles n'ont pas pu s'entendre parce que ni le gouvernement ni la Commission du blé n'ont mis au point une politique permettant aux éleveurs de l'Est au Québec, ou aux éleveurs de n'importe quelle autre région du Canada, d'être sûr que leur bétail concurrence celui des producteurs de l'Ouest. Voilà le maillon manquant de la politique du gouvernement qui a rendu impossible aux organismes agricoles de s'unifier afin de faire connaître au gouvernement ce qu'ils voulaient.

N'ayant pas de politique gouvernementale concernant des chances égales pour la production nationale de bétail, les organisations agricoles sont impuissantes lorsqu'elles se réunissent pour discuter ce sujet, et il en sera ainsi tant que la politique agricole sera nulle.

Il est intéressant d'entendre les députés à mon extrême gauche critiquer le gouvernement, alors qu'ils l'ont appuyé lors de chacun des votes de confiance. Ils ont surtout attaqué les politiques agricoles. Lorsque leurs votes se conformeront à leurs paroles, ces orateurs auront plus de crédibilité.

Il est un aspect de la motion qui n'a pas été discuté exhaustivement ce soir. Il s'agit de l'industrie vivrière et de la pénurie critique au Canada d'huiles végétales qui sont si importantes pour l'industrie de transformation des produits alimentaires. Les produits alimentaires manqueront sur les étagères dans notre pays, si le problème de l'huile n'est pas résolu.

Il est un autre aspect du problème qui n'a pas été discuté, et c'est que certains producteurs de protéines au Canada s'orientent exclusivement vers l'exportation, surtout vers les États-Unis. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) dit qu'aucune solution concrète n'a été présentée, mais j'aimerais en donner une ou deux maintenant.

Le gouvernement du Canada devrait immédiatement se mettre à négocier, avec les États-Unis, les échanges des produits protéiques, livre par livre ou unité par unité. Un producteur de farine de soya va se retirer des affaires et d'autres pourront faire de même, parce que les marchés traditionnels ont disparu du fait des mesures gouvernementales. Il ne devrait pas être difficile de négocier un échange d'unités de protéines avec notre voisin du Sud.

Que va-t-il se produire si on ne fait pas cela? Dans ma circonscription il y a une industrie qui produit du tourteau de poisson qui a une très haute teneur en protéine. C'est connu sous le nom de tourteau de hareng. On n'achète pas ce produit sur le marché canadien mais traditionnellement il a été vendu sur le marché des États-Unis. Les fabricants canadiens de produits alimentaires n'expédient pas généralement le tourteau de poisson. Cela pourrait être accom-

Grains fourragers

pli et rapporter un bénéfice raisonnable au fabricant. Si par hasard cette tendance continue cela signifiera la fin de l'industrie de la pêche dans la baie de Fundy, ce qui aura une grave répercussion sur l'économie de cette région très prochainement. Les producteurs de tourteau de poisson ne stockeront pas un produit qu'ils ne vendent pas au Canada à des prix intéressants et les pêcheurs devront cesser leurs activités.

Étendons-nous un peu sur ce sujet. Dans le traitement de produits alimentaires au Canada nous avons l'habitude d'utiliser l'huile de soja. Au Canada nous avons traditionnellement importé cette huile des États-Unis. N'y a-t-il pas un moyen de négocier avec nos amis du sud pour continuer à assurer l'exploitation de ces industries de produits alimentaires essentielles? Doit-on demander aux pêcheurs de la baie de Fundy de rentrer chez eux et d'attendre tandis que notre gouvernement qui n'a aucune politique dans ce domaine joue un jeu dont il ne comprend pas les règles, n'accomplissant rien?

Nous allons avoir une quantité insuffisante de margarine parce que nous ne pourrions pas importer des huiles comestibles. On a fait remarquer que l'on peut trouver des produits de remplacement. Il est extrêmement difficile de trouver un produit de remplacement vendable, mais vu l'absence actuelle de politique nous allons nous trouver en difficulté. Il n'y a pas de doute que le consommateur canadien se heurtera à une pénurie de margarine si le gouvernement ne change pas sa politique.

A mon avis, il y aura une pénurie de plus en plus aiguë de margarine, ce qui entraînera une demande accrue de produits laitiers; or, la production dans ce secteur n'a jamais été plus qu'adéquate dans les conditions passées du marché. Nous savons d'expérience que le gouvernement actuel n'a aucun respect pour l'agriculteur et nous savons d'expérience que le gouvernement actuel ne va pas s'inquiéter des futurs problèmes de l'agriculteur. Nous en avons eu l'exemple ce soir dans l'intervention du ministre de l'Agriculture.

Ces problèmes doivent être résolus. Nous devons assurer la survie de notre industrie de transformation des protéines. Nous devons peut-être à cette fin échanger certaines protéines avec nos voisins du Sud. Si nous voulons vendre en magasin certains produits alimentaires à des prix raisonnables pour les consommateurs, nous devons garantir un approvisionnement d'huiles comestibles pour la fabrication et la transformation des produits alimentaires.

Les députés ont reçu aujourd'hui des télégrammes de divers membres des industries des huiles comestibles et des protéines. Ces gens se plaignent de la situation actuelle. Aucune mention n'a été faite de ces plaintes par un membre du gouvernement au cours du présent débat, mais ces plaintes existent tout de même. Bien que le gouvernement ait déclaré que nous avons amplement de protéines au Canada, une grande partie de celles-ci ne sont pas commercialisables. Certains utilisateurs de protéines ont déclaré sans équivoque que les stocks de protéines sous forme d'aliments du bétail au Canada sont insuffisants pour durer jusqu'au 30 septembre, la date la plus rapprochée à laquelle les contingents des États-Unis peuvent être levés. Nous devons également négocier avec les États-Unis au sujet des contingents qui ont été imposés lorsque les États-Unis ont établi leurs contrôles. Nous devons négocier au niveau des contrôles en termes de protéines ou d'huiles comestibles importées des États-Unis.

Le gouvernement a demandé des suggestions au niveau des mesures à prendre. Permettez-moi de suggérer trois